

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2025



CSE DU RÉSEAU FRANCE 3

France Télévisions est percutée depuis 2022 par les politiques d'austérité des gouvernements macronistes qui ne cessent de diminuer nos financements. La CGT a mené la lutte pour contrer tous les mauvais coups, en 2022, 2024 et 2025. L'acharnement de la ministre de la Culture à faire passer sa loi sur la holding, renvoyée aux calendes grecques, est symptomatique de cette détestation. Si nous avons provisoirement eu la peau de cette loi sur l'Audiovisuel Public, l'objectif d'étranglement financier persiste avec ses conséquences, notamment, en matière de mise au pas de l'indépendance de l'information, surtout en matière d'investigation. Le danger est toujours présent, rien n'est réglé, et une CGT puissante et combative est indispensable pour poursuivre cette lutte permanente pour notre survie.

Préservons notre accord collectif

Après avoir tapé à presque tous les étages pendant 10 ans pour faire des économies, la direction s'attaque maintenant à la couverture conventionnelle des salariés, comme le recommande le rapport à charge de la Cour des Comptes. La PDG estime que c'est sa seule marge de manœuvre, alors que nous attendons toujours la mise à contribution des producteurs privés pour faire face aux baisses de ressources publiques.

Dès la redésignation de la PDG à la tête de France Télévisions, la CGT a prévenu que ce mandat serait celui de la confrontation avec les salariés, vu les attaques en règle que contenait son projet. Nous y sommes. Le rapport de force est essentiel afin de conserver les dispositions protectrices de notre accord en matière de temps de travail, de système salarial, d'indemnités de licenciement et de respect des métiers.

Nous mettrons en œuvre toutes les solutions possibles afin de préserver les acquis des salariés. La CGT combattra sur le plan juridique et dans le rapport de force grâce à la mobilisation des salariés.

La CGT, ses élus et ses représentants sont là pour vous défendre au quotidien, dans vos BIP, vos locales, vos BRI et CAT, mais aussi dans les CSE et auprès des parlementaires du pays. Ils seront toujours là demain, encore plus nombreux si vous les renforcez dans les urnes.

ntelligence artificielle La CGT, à la tête du CSE Central de France Télévisions, a porté haut la lutte contre le déploiement sauvage de l'intelligence artificielle dans l'entreprise. La direction est passée en force et il aura fallu que le juge soit saisi pour que la direction soit rappelée à l'ordre.

Le jugement du 2 septembre 2025 va permettre aux représentants du personnel, au plus haut niveau de l'entreprise, de contrôler les impacts des projets de la direction qui intègrent de l'intelligence artificielle, que ce soit sur l'emploi ou les conditions de travail des salariés. Car le déploiement de l'IA à France Télévisions, très coûteux par ailleurs, est l'un des axes majeurs de la direction pour supprimer de l'emploi à France Télévisions.





La place du service public dans l'univers des plateformes de contenus et des réseaux sociaux est un enjeu capital mais cela ne doit pas se faire sans les salariés. L'externalisation bat son plein à la rédaction nationale, alors que de nombreux salariés aspirent à évoluer vers les métiers du numérique.

FTV doit avoir les moyens d'investir massivement sur des emplois dans ce secteur pour ne pas risquer le décrochage avec les usages des citoyens et capter les publics qui délaissent la télévision, en particulier les jeunes. Mais cela ne doit pas se faire au détriment de notre offre linéaire, ni de nos conditions de travail.

La polyvalence incontrôlée sera plus que jamais combattue par la CGT, qui prône une évolution maîtrisée des métiers, tout le contraire de la polyvalence tous azimuts et sans garde-fous, bien au contraire. La CGT n'est pas contre les évolutions métiers comme nous l'avons souvent prouvé que ce soit avec les UCC, Franceinfo ou NoA mais seulement quand nous maîtrisons les impacts sur l'emploi. Donner une carte blanche à la direction pourrait s'avérer suicidaire pour nos emplois!

Nous avons d'ailleurs proposé à la direction de négocier prioritairement les métiers du numérique début 2024 mais celle-ci a préféré commencer par casser nos métiers actuels puis dénoncer l'accord collectif, laissant en plan nos propositions.

Malgré un affichage marketing de décentralisation, les régions de France 3 sont malheureusement sous le coup d'une centralisation à tous les niveaux : programmes, information, numérique, RH, finance, immobilier, etc. L'obsession de la direction de rationaliser les coûts l'a poussée à uniformiser les programmes et les process au détriment de la diversité des contenus sur nos antennes. En parallèle des suppressions de postes sur le terrain, nous avons vu gonfler le pôle de direction du réseau régional de nombreux postes dont on se demande bien à quoi ils servent.

La direction prépare de manière sournoise, le rapprochement de France 3 avec lci radio. La CGT ne laissera pas faire ce projet de filialisation des réseaux régionaux, qui serait une casse sociale, sans organiser la riposte afin de l'empêcher.

La CGT lutte en CSE et avec les RP pour maintenir et développer la fabrication interne en région. Trop d'émissions sont confiées à des producteurs privés alors que nous avons les potentiels et les savoir-faire pour fabriquer nos programmes.

La production interne a fait l'objet de forte attaques ces dernières années.

La CGT, avec les personnels, a fait des propositions constructives de compromis mais a dû faire face à une obstination à la fois stupide et contre-productive de la direction de la Fabrique.

Il est temps de mettre en place un plan de relance des Moyens Internes de Fabrication à France Télévisions et de questionner le fonctionnement de cette organisation centralisée dont les personnels subissent les carences sur le terrain.



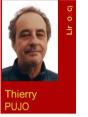


Vos candidats CGT **Titulaires**

Collège 1 : ouvrier



Collège 2 : maîtrise









Collège 3: cadres - journalistes





































Vos candidats CGT **Suppléants**

Collège 2 : maîtrise









Collège 3: cadres - Journalistes

















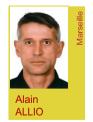
























A France Télévisions, dans le Réseau régional comme au Siège, la CGT est un réel contre-pouvoir actif et déterminé, face aux projets destructeurs de la direction, dont le but principal est la chasse aux emplois, sans se soucier des conséquences sur la santé et les conditions de travail.

Nous entendons poursuivre, comme nous l'avons toujours fait, le combat pour la défense de l'audiovisuel public, de l'outil de production interne, de l'indépendance de l'information, de l'emploi des salariés permanents et non permanents et des salaires. Service public, financement, santé, accord collectif, emploi, salaires, temps de travail, activité, métiers, les enjeux pour les trois années qui viennent sont gigantesques et la CGT répondra présent pour défendra les intérêts des salarié·es.

Tout au long de ces années, les élus, les délégués et les militants de la CGT se sont efforcés de maintenir le lien avec les salariés, d'assurer leur défense, tant au plan individuel que collectif : convocations, réorganisation des services, souffrance et harcèlement moral, comités salaires...

Les élus CGT au CSE, ont aussi assuré la continuité de nos instances, rendue particulièrement épuisante vu le nombre de transformations engagées par la direction. Et la gestion des activités sociales et culturelles, le CI ORTF, la restauration collective, grâce à l'engagement de toutes les équipes.

Le CSE a proposé aux salariés une offre d'activité riche et variée, (voyages, vacances, spectacles, activités culturelles et sportives, billetterie, etc.) avec une gestion rigoureuse.

Plus que jamais, face à la montée de l'extrême droite et de l'intolérance, les missions fondamentales de France Télévisions doivent être réaffirmées : informer, éduquer, distraire, en toute indépendance des pouvoirs et des lobbies, et des vendeurs de « temps de cerveau humain disponible ».

L'information ne peut être partisane, la culture et l'éducation doivent être accessibles à toutes et à tous partout, le divertissement doit être de qualité. C'est la raison d'être du service public.

La CGT reste disponible et combative, dans la défense des salariés de France Télévisions, comme pour promouvoir l'idée d'un service public exigeant et de qualité.

